

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 3986

[2003/201474]

17 JUILLET 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles relatives aux chantiers d'enlèvement et de décontamination de bâtiments ou d'ouvrages d'art contenant de l'amiante et aux chantiers d'encapsulation de l'amiante

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, 7, 8 et 9;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat 34.345/4 donné le 4 février 2003 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Champ d'application et définitions

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose la directive 87/217/CEE du Conseil du 19 mars 1987 concernant la prévention et la réduction de la pollution de l'environnement par l'amiante, modifiée par la Directive 91/692/CEE du Conseil du 23 décembre 1991, notamment les articles 7 et 8.

Art. 2. Les présentes conditions sectorielles s'appliquent aux chantiers d'enlèvement, de décontamination ou d'encapsulation d'amiante, de bâtiments ou d'ouvrage d'art contenant de l'amiante y compris les installations annexes, visés par la rubrique 26.65.03.04.02 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 3. Pour l'application des présentes conditions, on entend par :

1^o amiante : la forme fibreuse des silicates minéraux repris ci-après appartenant au groupe des serpentines et des amphiboles :

- a) l'actinolite (n^o CAS 77536-66-4);
- b) l'amosite (amiante brun, n^o CAS 12172-73-5);
- c) l'anthophyllite (n^o CAS 77536-67-5);
- d) la chrysotile (amiante blanc, n^o CAS 12001-29-5);
- e) la crocidolite (amiante bleu, n^o CAS 12001-28-4);
- f) la trémolite (n^o CAS 77536-68-6).

Sont assimilés à l'amiante :

a) les matériaux contenant de l'amiante;

b) les matériaux qui ont été en contact ou ont été contaminés par les fibres d'amiante et qui ne peuvent être décontaminés sur place à l'aide d'un aspirateur et/ou à l'eau;

2^o amiante friable : amiante dont les fibres se dégagent facilement et dont la liste indicative des applications est reprise en annexe 1 du présent arrêté;

3^o amiante non friable : amiante dont les fibres sont liées fortement à un liant et dont la liste indicative des applications est reprise en annexe 1 du présent arrêté;

4^o encapsulation de l'amiante : fixation de l'amiante par revêtement de surface, par imprégnation ou par encoffrement;

5^o revêtement de surface : procédé consistant en l'application superficielle d'un enduit directement sur l'amiante;

6^o imprégnation : procédé consistant à appliquer un liant dilué qui va pénétrer profondément dans le revêtement par capillarité, de préférence jusqu'au support et polymériser ensuite soit directement soit par application d'un deuxième composant;

7^o encoffrement : procédé consistant en la reconstitution d'une paroi sans contact avec le revêtement (doublage) ou projection d'un enduit sur support ancré par chevillage au travers du revêtement;

8^o zone confinée globale : zone de travail déclarée étanche au moyen d'un test fumée et mise en dépression au moyen d'extracteurs munis de filtres absolus. Les parois sont constituées par une double feuille de plastiques et l'accès se fait par des sas;

9^o zone balisée : périmètre de sécurité rendant la zone de travail inaccessible au public par des rubans et pictogrammes réglementaires;

10° méthode des sacs à gants : procédé destiné à enlever de petites quantités d'amiante friable (notamment calorifuge, vannes, joints) dans une zone confinée locale hermétiquement fermée et réalisée en matière plastique permettant la manipulation du support au moyen de gants;

11° RGPT : Règlement général pour la protection du travail approuvé par l'arrêté du Régent du 11 février 1946 et l'arrêté du Régent du 27 septembre 1947;

12° office : le fonctionnaire dirigeant de l'Office wallon des déchets ou son délégué;

13° établissement existant : tout établissement pour lequel une demande de permis a été introduite entre l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et l'entrée en vigueur du présent arrêté;

14° fonctionnaire technique : le fonctionnaire visé à l'article 2 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

CHAPITRE II. — *Implantation et construction*

Art. 4. L'accès au chantier est interdit au public. Des panneaux adéquats signalent cette interdiction.

CHAPITRE III. — *Exploitation*

Art. 5. Les locaux où l'amiante est enlevé ou encapsulé sont vidés de leur contenu mobilier avant toute manipulation d'amiante. Le conditionnement d'air et/ou la ventilation dans ces locaux, locaux adjacents et locaux servant à l'entreposage de l'amiante sont mis hors service à l'exception des extracteurs maintenant la dépression des zones. Le contenu non déplaçable est protégé afin d'éviter une contamination par l'amiante.

Art. 6. Les couloirs de dégagement et issues sont, en permanence, laissés libres de tout obstacle, notamment de tout matériel ou déchet.

Art. 7. Les déchets d'amiante sont triés par catégorie et conditionnés en emballage étanche (épaisseur de 100 µm) avant d'être évacués de la zone confinée globale au travers du sas matériel où ils sont dépoussiérés et placés, ensuite, dans un second sac étanche en PE, PVC ou similaire (épaisseur de 200 µm) avant d'être transportés dans un lieu de stockage provisoire.

Les déchets tranchants, les plaques foyères, les plaques ondulées, les ardoises en asbeste-ciment, les menuiseries, les glasals, les massals, les fassals, les picals, les pierrites, les granités et tuyaux de petites et moyennes dimensions en asbeste-ciment sont conditionnés en emballages spécifiques : sacs à double paroi dont la paroi interne est en polyéthylène transparent (épaisseur d'au moins 80 µm) et la paroi externe en polypropylène tressé (épaisseur supérieure à 200 µm ou dont la paroi est constituée de bandelettes de polypropylène laminé d'un poids minimum de 100 g/cm²). Avant d'être évacués de la zone confinée globale au travers du sas matériel, ils sont dépoussiérés.

Les doubles emballages, visés aux alinéas 1^{er} et 2 du présent article, sont fermés hermétiquement et pourvus d'une étiquette indiquant la présence d'amiante conforme à l'annexe de l'arrêté royal du 23 octobre 2001 limitant la mise sur le marché et l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses (amiante).

Le matériel qui ne peut être dépoussiéré est traité comme les déchets d'amiante.

Art. 8. Le transport des déchets entre la zone de chantier et les conteneurs ou le local de stockage est réalisé en dehors des heures d'affluence des occupants de l'immeuble si le trajet des déchets d'amiante croise celui des occupants autres que ceux travaillant sur le chantier.

Art. 9. En vue de leur transport, les déchets d'amiante conditionnés sont déposés soit dans des conteneurs maritimes fermés à clé, soit dans un local fermé à clé. Les conteneurs sont pourvus d'un marquage permettant d'identifier la nature, la composition et la quantité de déchets transportés. La mention "danger amiante" est apposée sur la porte du local de stockage.

Les conteneurs placés en voirie sont toujours entourés d'une palissade en matériau plein garantissant l'inaccessibilité, à l'exception de ceux placés pour chargement immédiat. Si les sacs que contiennent ces conteneurs ne sont pas tous fermés, car en cours de remplissage, ces conteneurs doivent être fermés à chaque arrêt de travaux, y compris pour la pause du midi.

CHAPITRE IV. — *Prévention des accidents et incendies*

Art. 10. Le nombre requis d'unités d'extinction par 100 m² de surface au sol à protéger est d'au moins deux unités en zone confinée et d'une unité hors zone confinée. Les dévidoirs muraux peuvent être comptabilisés pour trois extincteurs. Les dévidoirs et extincteurs sont accessibles à tout moment et soumis à un contrôle annuel.

Il peut être dérogé à l'alinéa 1^{er} dans les conditions particulières ou moyennant l'accord du service incendie.

CHAPITRE V. — *Air*

Section 1^{re}. — Généralités

Art. 11. Les mesures de la concentration d'amiante dans l'air sont effectuées selon les prescriptions reprises à l'annexe 4 du présent arrêté. Dans le cas de chantiers d'enlèvement sans altération d'amiante non friable, les mesures d'atmosphère sont laissées à l'appréciation du fonctionnaire chargé de la surveillance.

Art. 12. Tous les filtres montés sur des pompes de mesure seront systématiquement coupés en deux et conservés pendant une période d'un an dans des conditions permettant une analyse correcte.

Art. 13. En cas de dépassements répétés, le fonctionnaire chargé de la surveillance peut exiger l'analyse des filtres par microscopie électronique.

Art. 14. Selon les caractéristiques du chantier, les manipulations d'amiante se font soit en zone confinée globale, soit en zone confinée locale, soit en zone confinée globale et locale ou en zone balisée.

Section 2. — Zone confinée globale

Art. 15. Les manipulations d'amiante, y compris l'encapsulation d'amiante floquée, sont réalisées en zone confinée étanche, en dépression par rapport à l'extérieur. Le débit d'extraction est calculé de manière à obtenir au moins 3 à 4 renouvellements d'air par heure dans le volume confiné.

Une dépression statique d'au moins 10 Pa est maintenue entre la zone de travail et l'environnement. Tout est mis en œuvre pour que le débouché des extracteurs se fasse de préférence à l'extérieur du bâtiment dans lequel on procède aux travaux d'enlèvement d'amiante. Toute dérogation à ces principes est justifiée dans le plan de travail.

Cette dépression est assurée en tout point de la zone. Elle est mesurée en dehors du flux d'air provoqué par les extracteurs. Un moniteur contrôle constamment la dépression dans la zone confinée. Toute anomalie est reprise au registre du chantier.

L'air évacué des zones confinées est filtré au moyen de filtres absolus.

Le confinement fait l'objet d'inspections visuelles quotidiennes. Le résultat des inspections, ainsi que les mesures prises pour remédier aux anomalies, sont notés dans le registre du chantier.

Un extracteur de rechange ou tout autre système permettant de maintenir la dépression en cas d'incident est prévu et prend le relais de l'extracteur défaillant.

Art. 16. Les valeurs limites en fibres asbestiformes, reprises dans le tableau ci-dessous, ne peuvent être dépassées dans l'air pendant les travaux :

Au niveau de chaque extracteur d'air	0,010 fibre/cm ³
Aux autres points dans l'environnement (en dehors de la zone confinée globale)	0,010 fibre/cm ³ au-dessus de la concentration ambiante mesurée avant le début des travaux

Section 3. — Zone confinée locale

Art. 17. La méthode des sacs à gants peut être utilisée à condition :

1° de cloisonner l'espace de travail;

2° de ne pas dépasser de plus de 0,010 fibre/cm³ la concentration en fibres asbestiformes

dans l'air ambiant mesurée avant le début des travaux dans l'espace balisé.

Le cloisonnement consiste à isoler la zone de travail de la zone adjacente fréquentée par les occupants de l'immeuble autres que ceux travaillant sur le chantier.

Section 4. — Zones confinées globale et locale

Art. 18. Avant libération d'une zone confinée globale ou locale, une inspection visuelle et une mesure libératoire de l'atmosphère est effectuée par un organisme agréé. La valeur de la mesure libératoire, valeur permettant le retrait du confinement, est celle préconisée par le RGPT.

Section 5. — Zone balisée

Art. 19. L'amiante non friable peut être enlevé sans altération en zone balisée pour autant que tous les moyens soient employés pour empêcher la libération de fibres d'amiante dans l'air pendant les travaux. Ces moyens peuvent être l'humidification, la fixation, l'utilisation d'un extracteur en mode recyclage ou extraction ou d'un aspirateur à filtre absolu.

Des mesures de pollution de l'air peuvent être imposées dans le permis d'environnement, par le biais de conditions particulières, en fonction de la nature des travaux ou des matériaux enlevés. Dans ce cas, la concentration en fibres asbestiformes ne dépasse pas de 0,010 fibre/cm³ la concentration mesurée avant le début des travaux dans l'espace balisé et environnant.

Il est interdit de décaper les toitures en amiante-ciment au moyen d'un nettoyeur à haute pression, de manière à éviter l'émission de fibres d'amiante à l'intérieur et à l'extérieur du bâtiment.

CHAPITRE VI. — Eau

Art. 20. Deux catégories de rejets d'eau sont définies suivant leur origine :

1° les eaux provenant des zones confinées globales et des sas d'entrée du matériel ou du personnel;

2° les autres eaux provenant du chantier.

En vue de procéder aux analyses, un accès est aménagé aux endroits de déversements dans l'égout public des eaux usées provenant des zones confinées globales, des sas pour le matériel et du personnel, ainsi qu'aux filtres.

Le rejet des eaux provenant des zones confinées globales, des sas pour le matériel et pour le personnel, est autorisé aux conditions suivantes :

1° les eaux provenant des zones confinées globales, des sas d'entrée du matériel et du personnel, sont collectées puis filtrées jusqu'à 1 µm avant d'être rejetées à l'égout. La facture d'achat du filtre 1 micron est disponible lors de tout contrôle;

2° la qualité des eaux rejetées est telle que la concentration de matière totale en suspension dans l'eau ne dépasse pas 45 mg/l d'eau en valeur ponctuelle.

La détermination des matières en suspension se fait par filtration sur membrane de 0,45 microns, avec séchage à 105 °C.

Ces contrôles sont répétés journalièrement pendant les trois premiers jours d'ouverture d'une zone de travail. Si les valeurs des concentrations sont inférieures aux valeurs susmentionnées, la fréquence des contrôles est réduite à une prise d'échantillon par semaine;

3° les eaux rejetées sont contrôlées au moyen d'échantillons qui sont analysés par un laboratoire agréé.

Les valeurs des mesures sont résumées dans un registre rejets d'eau. Ce registre mentionne la date de la prise d'échantillon ainsi que les différentes valeurs d'analyse;

4° sauf condition particulière précise, le volume maximum d'eau rejeté autorisé s'élève à 100 litres par homme et par pause et 2 litres par kg de déchet d'amianté. Un dispositif de mesure du volume d'eau utilisée pour les sas matériel et personnel est prévu sur le chantier.

Le rejet des autres eaux provenant du chantier est autorisé aux conditions suivantes :

1° pH : 6 à 9,5;

2° température inférieure à 45 °C;

3° les matières en suspension ne peuvent dépasser 5 mm et 1 000 mg/l;

4° ne pas contenir de gaz dissous inflammables ou explosifs ou des produits susceptibles de provoquer le dégagement de tels gaz;

5° matières extractibles à l'éther de pétrole : 500 mg/l;

6° les eaux ne peuvent pas contenir des substances susceptibles de provoquer un danger pour le personnel d'entretien des égouts, une détérioration ou une obstruction des canalisations, une entrave au fonctionnement de la station d'épuration ou des installations de refoulement ou une pollution grave de l'eau de surface réceptrice.

CHAPITRE VII. — Déchets

Art. 21. L'exploitant ou son préposé tient journalièrement un récapitulatif des déchets produits conformément au tableau visé à l'annexe 2 du présent arrêté. Ce récapitulatif vaut registre au sein de l'article 59 de l'arrêté du 9 avril 1992 relatif aux déchets toxiques ou dangereux.

Art. 22. Les opérations de regroupement, de traitement, d'enfouissement technique ou d'élimination sont effectuées conformément à la réglementation en vigueur dans la région ou dans le pays où elles ont lieu.

En outre, les déchets sont éliminés dans des conditions propres à limiter les effets négatifs sur le sol, la flore, la faune, l'air et les eaux et, d'une façon générale, sans porter atteinte ni à l'environnement ni à la santé de l'homme.

CHAPITRE VIII. — Contrôle - Autocontrôle et autosurveillance

Section 1^{re}. — Informations à fournir aux autorités avant le début des travaux

Art. 23. Tout enlèvement ou toute encapsulation d'amianté fait l'objet d'une notification au plus tard quinze jours avant le début des travaux par le titulaire du permis d'environnement ou, à défaut, par l'entrepreneur, d'après le modèle repris à l'annexe 3 :

1° au collègue des bourgmestre et échevins de la commune où se situe le chantier;

2° au fonctionnaire technique qui en adresse copie à l'Office.

Art. 24. En cas d'enlèvement d'amianté ou d'encapsulation en zone confinée globale, le procès verbal de réalisation du test fumigène prévu à l'article 148*decies*, 2.5.9.3.2, 4°, a), du RGPT est envoyé sans délai au fonctionnaire technique.

Art. 25. Toute modification du plan de travail visé à l'article 148*decies*, 2.5.9.3.2, 1°, du RGPT est signalée immédiatement à l'autorité compétente pour délivrer le permis d'environnement et au fonctionnaire technique.

Art. 26. Tout incident ou accident pouvant mettre en danger le voisinage ou constituer un risque pour l'environnement est notifié au fonctionnaire chargé de la surveillance et est indiqué dans le registre du chantier prévu à l'article 148*decies*, 2.5.9.3.6. du RGPT.

Art. 27. Le titulaire du permis d'environnement notifie au fonctionnaire chargé de la surveillance et au collège des bourgmestre et échevins de la commune, au plus tard le premier jour ouvrable après l'obtention des résultats, les dépassements des valeurs critiques reprises :

aux articles	pour ce qui concerne
16 et 18	une zone confinée globale
17	pour une zone confinée locale
19	une zone balisée
20	pour le rejet des eaux usées

Art. 28. Le titulaire du permis d'environnement établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- 1° la copie du permis d'environnement;
- 2° la copie du plan de travail et l'indication des modifications éventuelles;
- 3° la copie du registre du chantier;
- 4° pour les chantiers pour lesquels les mesures d'atmosphère sont obligatoires en vertu de l'article 11, le registre reprenant les résultats des mesures concernant la qualité de l'air effectuées selon les prescriptions de l'annexe 4 du présent arrêté;
- 5° le récapitulatif des déchets produits décrit à l'annexe 2 du présent arrêté;
- 6° le registre des mesures effectuées sur les rejets d'eau visé à l'article 20;
- 7° l'inventaire des matériaux contenant de l'amiante;
- 8° la preuve du contrôle du matériel d'extinction.

Section 2. — Informations à fournir au fonctionnaire technique après les travaux

Art. 29. Dans le mois qui suit la fin de chaque phase de travail, les documents suivants sont envoyés au fonctionnaire technique :

- 1° un récapitulatif des mesures d'empoussièrement dans l'air (avec le résultat de la mesure correspondante réalisée avant les travaux au même endroit lorsque la valeur est, durant les travaux, supérieure à 0,010 fibre/cm³);
- 2° une copie de l'attestation de prise en charge des déchets par le collecteur agréé (CMR ou facture) et de l'attestation de prise en charge des déchets dans le centre d'enfouissement technique ou dans le centre de traitement ou de regroupement mentionnant le poids des déchets réceptionnés;
- 3° une copie du récapitulatif des déchets tel que défini à l'annexe 2 du présent arrêté;
- 4° le cas échéant, le numéro d'enregistrement de l'entrepreneur obtenu en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets.

Section 3. — Equipements de protection individuelle

Art. 30. Des équipements de protection individuelle pour deux personnes sont prévus pour les fonctionnaires chargés de la surveillance en vue du contrôle à l'intérieur des zones de travail.

Section 4. — Récépissé de transport des déchets

Art. 31. Le récépissé remis par le transporteur ou le collecteur agréé en vertu de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets dangereux à l'entrepreneur lors de l'enlèvement des déchets indique au moins la date de la remise, la nature, la quantité, les propriétés et la composition des déchets, le nom et l'adresse de l'entrepreneur et du transporteur ou collecteur agréé ainsi que le lieu de destination des déchets, les modalités de leur transport et leur mode d'élimination.

L'entrepreneur ayant réalisé les travaux de désamiantage conserve les copies des récépissés pendant une période de cinq ans.

Section 5. — Rapport d'autocontrôle

Art. 32. L'annexe 5 du présent arrêté répertorie l'ensemble des formalités administratives à respecter avant et pendant l'exploitation du chantier.

CHAPITRE IX. — Dispositions transitoires et finales

Art. 33. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 juillet 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Annexe 1^{re}**Liste indicative des applications d'amiante friable et d'amiante non friable :****1. Amiante friable**

Flocage par tous procédés

Calorifugeage de tuyaux, boilers, chaudières, conduites de vapeur,...

Papiers et cartons d'amiante,

Isolation thermique de câbles, de conduites d'eau chaude,...

Appareillage électrique,

Petits ustensiles de cuisine et d'électroménagers,

Amiante pical (selon le cas).

Amiante tissé :

- joint et garniture d'étanchéité,
- bande transporteuse résistante à la chaleur,
- rideau coupe-feu,
- filtre,
- ruban d'isolation électrique,
- bourrelet de calorifugeage,
- vêtement, gant, tablier ignifuge,...
- corde d'amiante.

2. Amiante non friable

Amiante-ciment :

- plaques ondulées, ardoises, panneaux de revêtement de toiture,
- plaques décoratives de façades,
- tablettes de fenêtre,
- tuyaux de descente d'eau, de conduit de cheminée, de gaines de ventilation,...

Amiante lié à des enduits bitumeux :

- garnitures de friction, embrayages et freins de véhicules, d'appareillage,...
- dalles, tuiles (vinyle),

Amiante lié à des colles, mastics, peintures :

- applications variées.

Amiante pical (selon le cas).

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions sectorielles relatives aux chantiers d'enlèvement et de décontamination de bâtiments ou d'ouvrages d'art contenant de l'amiante et aux chantiers d'encapsulation de l'amiante.

Namur, le 17 juillet 2003.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Annexe 2

Récapitulatif des déchets produits

Date de production	Code et dénomination (1)	Type (2)	Nature (3)	Quantité évacuée	Date de l'enlèvement	Nom de l'éliminateur	N° du récépissé	Destination	Mode de traitement

(1) Code et dénomination : suivant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 janvier 2002 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets.

(2) Types :

Matériaux contenant de l'amiante, friable ou non friable :

Matériaux contaminés par de l'amiante;

Matériaux non contaminés.

(3) Nature : Amiante floqué, bois, ferrailles, calorifuges, plaques, plastiques, etc.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions sectorielles relatives aux chantiers d'enlèvement et de décontamination de bâtiments ou d'ouvrages d'art contenant de l'amiante et aux chantiers d'encapsulation de l'amiante.

Namur, le 17 juillet 2003.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Annexe 3

Modèle de notification au Fonctionnaire technique

Localisation du chantier	Adresse
Maître de l'ouvrage	Raison sociale Coordonnées de la personne de contact
Laboratoire agréé	NOM
Transporteur ou collecteur agréé	NOM
Lieu et mode de traitement ou d'enfouissement	Coordonnées
Autorité compétente : () Le Ministre, () Le collège des bourgmestre et échevins	Références du permis/Nom de l'agent traitant Références du permis/Nom de l'agent traitant

Descriptif :

- Localisation de l'enlèvement d'amiante au sein du bâtiment,
- Procédé d'enlèvement : zone confinée ou balisée,
- Mesures spéciales prises lors de l'enlèvement dans les crèches et écoles,
- Quantité — Type d'amiante,
- Durée de chantier — Date début — Date fin

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions sectorielles relatives aux chantiers d'enlèvement et de décontamination de bâtiments ou d'ouvrages d'art contenant de l'amiante et aux chantiers d'encapsulation de l'amiante.

Namur, le 17 juillet 2003.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Annexe 4

Mesure de la concentration en fibres d'amiante dans l'air ambiant par un laboratoire agréé	
Méthode	Microscopie optique à contraste de phase *
Durée d'échantillonnage	4 h par tranche de 8 h de travail
Fréquence	Journalière
Lieux de prélèvement	<ul style="list-style-type: none">— Extincteurs,— Entrée du sas personnel et proximité du sas matériel,— Lieu de stockage des déchets d'amiante,— Locaux adjacents à la zone confinée locale, à la zone confinée globale si occupés par personnel autres que ceux du chantier,— Proximité de la zone confinée locale,— Zone balisée,— Tout autre endroit critique dans l'environnement.

*La mesure de la teneur de l'air en amiante est effectuée conformément à la norme NBN T96-102 ou toute autre méthode qui donne des résultats équivalents.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions sectorielles relatives aux chantiers d'enlèvement et de décontamination de bâtiments ou d'ouvrages d'art contenant de l'amiante et aux chantiers d'encapsulation de l'amiante.

Namur, le 17 juillet 2003.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Annexe 5

Rapport d'auto-contrôle**I. Avant l'exploitation du chantier**

- Notification de la date de début du chantier au plus tard 15 jours avant l'exploitation du chantier sur base des informations contenues dans le modèle figurant à l'annexe 3.
- En zone confinée globale, le procès-verbal de réalisation du test de fumée est envoyé sans délai au fonctionnaire technique.

II Pendant l'exploitation du chantier1° Dossier à tenir à jour :

- Permis d'environnement
- Plan de travail
- Registre de chantier
- Registre « air »
- Récapitulatif des déchets produits
- Registre « eau »

2° Sécurité :

- Panneaux adéquats signalant « accès au chantier interdit au public »
- Protection incendie :
 - en zone confinée : 2 extincteurs/100 m³
 - hors zone confinée : 1 extincteur/100 m³

3° Air

En zone confinée globale :

- Inspection quotidienne du confinement
- Extracteur de rechange ou autre système pour maintenir la dépression
- 3 à 4 renouvellements d'air par heure
- dépression statique au minimum de 1 pascal
- Valeurs limites à ne pas dépasser

Au niveau de chaque extracteur	0,010 fibre/cm ³
Au niveau des autres points dans l'environnement (hors zone)	0,010 fibre/cm ³ au-dessus de la concentration ambiante mesurée avant le début des travaux

En zone confinée locale :

- ne pas dépasser de plus de 0,010 fibre/cm³ la concentration ambiante mesurée avant le début des travaux

4° Eau

- Facture d'achat des filtres 1 µm

5° Déchets

- Double emballage fermé hermétiquement et pourvu d'une étiquette indiquant la présence d'amiante
- Stockage des déchets d'amiante soit dans des conteneurs maritimes fermés à clé, soit dans un local fermé à clé. Mention « amiante » sur conteneurs/porte local.
- Récépissé relatif au transport des déchets
- Déchets d'amiante enlevé par un collecteur agréé de déchets dangereux en Région wallonne.

III. Informations à fournir journalièrement par fax au fonctionnaire technique

1° Dépassements des valeurs limites

Au niveau des extracteurs : tout dépassement de la valeur de 0,010 fibre/cm³Au niveau des autres points dans l'environnement : tout dépassement de 0,010 fibre/cm³ au-dessus de la concentration ambiante mesurée avant le début des travaux

avec :

- lieu,
- résultats d'analyse,
- activités en cours,
- justification du dépassement,
- mesures prises pour remédier aux dépassement,

2° Incident/accident

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions sectorielles relatives aux chantiers d'enlèvement et de décontamination de bâtiments ou d'ouvrages d'art contenant de l'amiante et aux chantiers d'encapsulation de l'amiante.

Namur, le 17 juillet 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 3986

[2003/201474]

17. JULI 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Baustellen zur Entfernung von Asbest und Dekontaminierung von asbesthaltigen Gebäuden und Kunstbauwerken oder zur Einkapselung von Asbest.

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, 7, 8 und 9;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung über den Antrag auf ein vonseiten des Staatsrates innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet, abzugebendes Gutachten;

Aufgrund des am 4. Februar 2003 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 2° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 34.345/4;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Anwendungsbereich und Definitionen

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 87/217/EWG des Rates vom 19. März 1987 zur Verhütung und Verringerung der Umweltverschmutzung durch Asbest, in ihrer durch die Richtlinie 91/692/EWG des Rates vom 23. Dezember 1991 abgeänderten Fassung, insbesondere Art. 7 und 8, umgesetzt.

Art. 2 - Die vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen sind auf die Baustellen zur Entfernung, Dekontaminierung oder Einkapselung von Asbest, asbesthaltigen Gebäuden oder Kunstbauwerken, einschließlich der Nebenanlagen im Sinne der Rubrik 26.65.03.04.02 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten, anwendbar.

Art. 3 - Zur Anwendung der vorliegenden Bedingungen gelten folgende Definitionen:

1° Asbest: die faserige Form der nachstehenden mineralischen Silikate, die zu den gesteinsbildenden Mineralien der Serpentinegruppe und der Amphibolgruppe gehören:

- a) Aktinolith (CAS-Nr 77536-66-4);
- b) Amosit (brauner Asbest, CAS-Nr 12172-73-5);
- c) Antophyllit (CAS-Nr. 77536-67-5);
- d) Chrysotil (weißer Asbest, CAS-Nr. 12001-29-5);
- e) Krokydololith (blauer Asbest, CAS-Nr. 12001-28-4);
- f) Tremolit (CAS-Nr. 77536-68-6).

Werden dem Asbest gleichgestellt:

- a) alle Materialien, die Asbest enthalten;
- b) die Materialien, die mit Asbest in Kontakt gewesen oder durch Asbestfasern kontaminiert worden sind, und die nicht vor Ort anhand eines Staubsaugers und/oder mit Wasser dekontaminiert werden können;

2° schwachgebundener Asbest: Asbest, dessen Fasern sich leicht auflockern; eine informative Aufstellung möglicher Anwendungen steht in der Anlage 1 zum vorliegenden Erlass;

3° starkgebundener Asbest: Asbest, dessen Fasern stark mit einem Bindemittel verbunden sind; eine informative Aufstellung möglicher Anwendungen steht in der Anlage 1 zum vorliegenden Erlass;

4° Einkapselung des Asbests: Befestigung des Asbests durch Oberflächenbeschichtung, Imprägnierung oder Einhüllung;

5° Oberflächenbeschichtung: Verfahren, das in dem direkten Auftragen eines Belags auf die Oberfläche des Asbests besteht;

6° Imprägnierung: Verfahren, bei dem ein verdünntes Bindemittel aufgetragen wird, welches durch Kapillarwirkung tief in die Beschichtung und liebsten bis zum Träger eindringt, und danach entweder direkt oder nach dem Auftragen einer zweiten Komponente polymerisiert;

7° Einhüllung: Verfahren, bei dem eine Hülle ohne jeglichen Kontakt mit der Beschichtung wieder hergestellt wird, oder ein Belag auf einen durch die Beschichtung mit Dübeln verankerten Träger besprüht wird;

8° gesamter abgeschotteter Bereich: im Anschluss an einen Rauchtst als luftdicht erklärter Arbeitsbereich, der anhand von mit Absolutfiltern ausgerüsteten Exaktoren unter Unterdruck gehalten wird. Die Wände des abgeschotteten Arbeitsbereichs bestehen aus einer doppelten Kunststoffolie und der Zugang erfolgt über Schleusen;

9° markierter Bereich: Sicherheitsperimeter, anhand dessen der Arbeitsbereich durch vorschriftsmäßige Bänder und Piktogramme der Öffentlichkeit unzugänglich gemacht wird;

10° Verfahren anhand von Schutzsäcken mit eingebauten Handschuhen: Verfahren zur Entfernung kleiner Mengen schwachgebundenen Asbests (insbesondere: Wärmeisolierung, Ventile, Dichtungen) in einem örtlichen abgeschotteten, luftdicht geschlossenen Bereich, anhand einer Kunststoffvorrichtung, die es ermöglicht, den Träger mit Handschuhen zu handhaben.

11° AASO: Die durch den Regentenerlass vom 11. Februar 1946 und den Regentenerlass vom 27. September 1947 genehmigte Allgemeine Arbeitsschutzordnung;

12° Amt: der leitende Beamte des "Office wallon des déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle) oder sein Beauftragter;

13° bereits bestehender Betrieb: jeglicher Betrieb, für den zwischen dem Inkrafttreten des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ein Genehmigungsantrag eingereicht wurde;

14° technischer Beamter: der in Artikel 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung gemeinte Beamte.

KAPITEL II — Standort und Bau

Art. 4 - Der Zugang zur Baustelle ist der Öffentlichkeit untersagt. Auf dieses Verbot wird durch geeignete Schilder hingewiesen.

KAPITEL III — Betrieb

Art. 5 - Aus den Räumen, wo Asbest entfernt oder eingekapselt wird, wird vor jeglicher Handhabung von Asbest das gesamte Mobiliar entfernt. Die Klima- und/oder Belüftungsanlage dieser Räume, der angrenzenden Räume sowie der Räume, die zur Lagerung des Asbests dienen, wird außer Betrieb gesetzt, mit Ausnahme der Extraktoren, die zur Haltung des Unterdrucks in diesen Bereichen dienen. Die in den Räumen befindlichen Elemente, die nicht verlegt werden können, werden auf geeignete Weise geschützt, um eine Kontaminierung durch Asbest zu vermeiden.

Art. 6 - Die Ausgänge und Auswege müssen ständig frei von Hindernissen, insbesondere von Geräten oder Abfällen, sein.

Art. 7 - Die Asbestabfälle werden je nach Kategorien sortiert und luftdicht verpackt (Stärke der Verpackung: 100 µm) bevor sie aus dem gesamten abgeschotteten Bereich entfernt werden, wobei sie zunächst eine für die Materialien bestimmte Schleuse passieren müssen, in der sie entstaubt und danach in einen zweiten luftdichten Sack aus PE, PVC oder einem gleichwertigen Stoff (Stärke: 200 µm) gesetzt werden, bevor sie nach einem provisorischen Lagerort abtransportiert werden.

Scharfe Abfälle, Ofen- und Heizplatten, Wellplatten, Asbestzementschiefer, Bauteile aus sog. "menuiserie", "Glascal", "Massal", "Fassal", "Pical", "Pierrite", "granitierte" Bauteile und Rohre kleiner und mittlerer Abmessungen aus Asbestzement werden in spezifischen Verpackungen konditioniert: doppelwandige Säcke deren Innenwand aus durchsichtigem Polyäthylen (Stärke: mindestens 80 µm) und deren Außenwand aus geflochtenem Polypropylen (Stärke: mehr als 200 µm oder Wand bestehend aus Streifen aus gestrecktem PP mit einem Mindestgewicht von 100 g/cm²) ist. Bevor sie durch die Materialschleuse aus dem gesamten abgeschotteten Bereich entfernt werden, werden sie entstaubt.

Die in Absatz 1 und 2 des vorliegenden Artikels erwähnten Doppelverpackungen werden luftdicht geschlossen und mit einem Etikett versehen, auf dem auf das Vorhandensein von Asbest hingewiesen wird, unter Bezugnahme auf die Anlage zum Königlichen Erlass vom 23. Oktober 2001 zur Begrenzung der Vermarktung und Verwendung bestimmter gefährlicher Stoffe und Zubereitungen.

Die Materialien, die nicht entstaubt werden können, werden wie Asbestabfälle behandelt.

Art. 8 - Falls sich der Weg der abtransportierten Asbestabfälle mit dem Weg der Bewohner oder Benutzer des Gebäudes (mit Ausnahme der Personen, die auf der Baustelle arbeiten) überkreuzt, hat die Beförderung von Abfällen zwischen dem Bereich der Baustelle und den Containern oder dem Lagerraum außerhalb der Hauptverkehrszeiten der Bewohner/Benutzer des Gebäudes zu erfolgen.

Art. 9 - Im Hinblick auf ihre Beförderung werden die verpackten Asbestabfälle entweder in abgeschlossene Seecontainer oder in einen abgeschlossenen Raum gestellt. Die Container werden so gekennzeichnet, dass die Art, Zusammenstellung und Menge der transportierten Abfälle erkennbar wird. Der Vermerk "Achtung Asbest" wird auf der Tür des Lagerraums

Die auf einer Straße befindlichen Container werden immer mit einer Einzäunung aus Vollmaterial umgeben, durch die die Unmöglichkeit des Zugangs zu den Containern gesichert wird, mit Ausnahme deren, die zur sofortigen Beladung bestimmt sind. Bei jedem Arbeitsstopp, einschließlich während der Mittagspause, müssen die Container abgeschlossen werden, so dass niemand zu möglicherweise offen gebliebenen Säcken Zugang haben kann.

KAPITEL IV — Unfall- und Brandverhütung

Art. 10 - Die Anzahl erforderlicher Löscheinheiten pro 100 m² zu schützende Bodenfläche beträgt mindestens 2 Einheiten in einem abgeschotteten Bereich und eine Einheit außerhalb eines abgeschotteten Bereichs. Wandhaspeln können für drei Feuerlöscher berechnet werden. Die Haspeln und Feuerlöscher sind zu jeder Zeit zugänglich und werden jedes Jahr einer Kontrolle unterworfen.

Unter besonderen Bedingungen oder bei Einverständnis des Feuerwehrdienstes kann von Absatz 1 abgewichen werden.

KAPITEL V — Luft

Abschnitt 1 — Allgemeines

Art. 11 - Die Messungen der Asbestkonzentration in der Luft erfolgen unter Beachtung der in der Anlage 4 zum vorliegenden Erlass angeführten Vorschriften. Im Falle von Baustellen, in denen starkgebundener Asbest entfernt aber nicht verändert wird, obliegen die Messungen der Atmosphäre der Einschätzung des mit der Überwachung beauftragten Beamten.

Art. 12 - Alle auf den Messpumpen montierten Filter werden systematisch in zwei Teile geschnitten, und während eines Jahres unter Verhältnissen aufbewahrt, die eine korrekte Analyse ermöglichen.

Art. 13 - Bei wiederholten Wertüberschreitungen kann der mit der Überwachung beauftragte Beamte eine Analyse der Filter anhand eines elektronischen Mikroskops verlangen.

Art. 14 - Je nach den Merkmalen der Baustelle erfolgt jede Handhabung von Asbest entweder im gesamten abgeschotteten Bereich oder im örtlichen abgeschotteten Bereich, oder im gesamten und örtlichen abgeschotteten Bereich zugleich oder aber im markierten Bereich.

Abschnitt 2 — Gesamter abgeschotteter Bereich

Art. 15 - Die Handhabungen von Asbest, einschließlich der Einkapselung von Sprühasbest, erfolgen in einem luftdicht abgeschlossenen Bereich, der im Unterdruck im Vergleich zur Außenatmosphäre steht. Der Durchfluss der Luftabfuhr wird so berechnet, dass im abgeschotteten Volumen die Luft mindestens 3 bis 4 Mal pro Stunde erneuert wird.

Zwischen dem Arbeitsbereich und der Umwelt wird ein statischer Unterdruck von mindestens 10 Pa aufrechterhalten. Es werden alle Maßnahmen getroffen, damit die Extraktoren liebsten außerhalb des Gebäudes münden, aus dem der Asbest entfernt wird. Jegliche Abweichung von diesen Grundsätzen wird im Arbeitsplan begründet.

Der Unterdruck wird an allen Stellen des Bereichs aufrechterhalten. Er wird außerhalb des Bereichs, wo ein von den Extraktoren verursachter Luftfluss entsteht, gemessen. Der Unterdruck im abgeschotteten Bereich wird anhand eines Monitors ständig überwacht. Abnormale Zustände werden im Baustellenregister angegeben.

Die Abluft aus den abgeschotteten Bereichen wird anhand von Absolutfiltern gefiltert.

Die Abschottung ist Gegenstand von täglichen visuellen Kontrollen. Das Ergebnis der Kontrollen sowie die Messungen, die dazu bestimmt sind, den abnormalen Zuständen abzuweichen, werden im Baustellenregister angegeben.

Ein Ersatz-Extraktor oder jegliches andere System, anhand dessen der Unterdruck bei Zwischenfällen aufrechterhalten werden kann, wird vorgesehen, und springt sofort an Stelle des fehlerhaften Extraktors an.

Art. 16 - Während der Arbeiten dürfen die in der nachstehenden Tabelle angeführten Grenzwerte für Asbestfasern in der Luft nicht übertroffen werden:

In der Nähe jedes Luftextraktors	0,010 Faser/cm ³
An den anderen Stellen in der Umgebung (außerhalb des gesamten abgeschotteten Bereichs)	0,010 Faser/cm ³ über die Umgebungskonzentration, so wie sie vor dem Anfang der Arbeiten gemessen wurde

Abschnitt 3 — Örtlicher abgeschotteter Bereich

Art. 17 - Das Verfahren anhand von Schutzsäcken mit eingebauten Handschuhen kann unter Beachtung der folgenden Bedingungen angewandt werden:

1° der Arbeitsbereich muss durch Trennwände abgesondert sein;

2° die Konzentration der Asbestfasern in der Umgebung während der Arbeiten darf die Konzentration, die vor dem Anfang der Arbeiten im markierten Bereich gemessen wurde, nicht um mehr als 0,010 Faser/cm³ überschreiten.

Die Absonderung durch Trennwände besteht darin, den Arbeitsbereich von dem angrenzenden Bereich, der von Bewohnern/Benutzern des Gebäudes außerhalb der Baustellenarbeiter besucht wird, zu isolieren.

Abschnitt 4 — Gesamter und örtlicher abgeschotteter Bereich

Art. 18 - Vor der Freistellung eines gesamten oder örtlichen abgeschotteten Bereichs werden eine Besichtigungsprüfung und eine freistellende Messung der Atmosphäre durch eine zugelassene Einrichtung vorgenommen. Der Wert der freistellenden Messung, der den Entzug der Abschottung erlaubt, ist der in der AASO empfohlene Wert.

Abschnitt 5 — Markierter Bereich

Art. 19 - Schwachgebundener Asbest kann in einem markierten Bereich entfernt werden, ohne verändert zu werden, insofern alle Mittel verwendet werden, um die Freisetzung von Asbestfasern in der Luft während der Arbeiten zu verhindern. Diese Mittel können die Befeuchtung, die Befestigung, die Verwendung eines im Recyclings- bzw. Extraktionsmodus betriebenen Extraktors oder eines mit einem Absolutfilter versehenen Staubsaugers sein.

Messungen der Luftverunreinigung können in der Umweltgenehmigung auferlegt werden, dies durch Sonderbedingungen, gemäß der Art der Arbeiten oder den entfernten Materialien.

In diesem Fall darf die Konzentration der Asbestfasern die vor dem Anfang der Arbeiten im markierten Bereich und in der Umgebung gemessene Konzentration nicht um mehr als 0,010 Faser/cm³ überschreiten.

Es ist verboten, Dächer aus Asbestzement mit einem Hochdruckgerät zu reinigen, damit die Emission von Asbestfasern innerhalb und außerhalb des Gebäudes vermieden wird.

KAPITEL VI — *Wasser*

Art. 20 - Je nach deren Herkunft werden zwei Wasserableitungskategorien bestimmt

1° das aus den gesamten abgeschotteten Bereichen und den Eingangsschleusen für das Material und das Personal stammende Wasser;

2° das andere aus der Baustelle stammende Wasser.

Um die Analysen vorzunehmen, wird ein Zugang zu den Stellen, wo Abwasser aus den gesamten abgeschotteten Bereichen und den Schleusen für das Material und das Personal in die öffentliche Kanalisation eingeleitet wird, sowie zu den Filtern eingerichtet.

Die Ableitung des aus den gesamten abgeschotteten Bereichen und den Eingangsschleusen für das Material und das Personal stammenden Wassers ist unter den folgenden Bedingungen erlaubt:

1° das aus den gesamten abgeschotteten Bereichen und den Eingangsschleusen für das Material und das Personal stammende Wasser wird aufgefangen und bis auf 1 µm filtriert, bevor es in die Kanalisation eingeleitet wird. Die Rechnung für den Ankauf des 1 Mikron-Filter ist bei jeder Kontrolle verfügbar;

2° die Qualität des eingeleiteten Wassers ist so beschaffen, dass die Konzentration des gesamten Schwebstoffs im Wasser 45 mg/Liter Wasser als Spitzenwert nicht überschreitet.

Die Ermittlung der Schwebstoffe wird durch Filtern auf einer 45 Mikron-Membrane mit Trocknung bei 105°C vorgenommen.

Während der ersten drei Tage ab der Eröffnung eines Arbeitsbereichs werden diese Kontrollen täglich wiederholt. Wenn die Werte der Konzentrationen kleiner als die oben erwähnten Werte sind, wird die Häufigkeit der Kontrollen auf eine Probeentnahme pro Woche reduziert.

3° das abgeleitete Wasser wird mittels Proben, die in einem zugelassenen Labor analysiert werden, kontrolliert.

Die Werte der Messungen werden in einem Register der Wasserableitungen zusammengefasst. In diesem Register werden das Datum der Probeentnahme und die verschiedenen Analysenwerte angegeben;

4° außer bei einer genauen Sonderbedingung beträgt das zugelassene Höchstvolumen des abgeleiteten Wassers 100 Liter pro Mann und Schicht und 2 Liter pro kg Asbestabfall. Eine Vorrichtung zur Messung des für die Schleusen für das Material und das Personal verwendeten Wassers ist auf der Baustelle vorgesehen.

Die Ableitung von anderem aus der Baustelle stammenden Wasser ist unter den folgenden Bedingungen erlaubt:

1° pH: 6 bis 9,5;

2° Temperatur unter 45°C;

3° die Schwebstoffe dürfen 5 mm und 1 000 mg/l nicht überschreiten;

4° keine brennbaren oder explosionsgefährlichen gelösten Gase oder Stoffe, die die Freisetzung von solchen Gasen verursachen können, dürfen enthalten sein;

5° mit Petroläther extrahierbare Stoffe: 500 mg/l;

6° das Wasser darf keine Stoffe enthalten, die eine Gefahr für das Personal der Kanalisationsinstandhaltung, eine Beschädigung oder eine Verstopfung der Kanalisationen, eine Behinderung des Betriebs der Kläranlage oder der Rückförderungsanlagen oder eine schwerwiegende Verschmutzung des auffangenden Oberflächenwassers verursachen können.

KAPITEL VII — *Abfälle*

Art. 21 - Der Betreiber oder sein Beauftragter führt täglich Buch über die produzierten Abfälle gemäß der in der Anlage 2 des vorliegenden Erlasses angegebenen Tabelle. Diese Buchführung gilt als Register im Sinne des Artikels 59 des Erlasses vom 9. April 1992 über die giftigen oder gefährlichen Abfälle.

Art. 22. Die Vorgänge zur Zusammenstellung, zur Behandlung, zur technischen Vergrabung oder zur Beseitigung werden gemäß der Regelung, die in der Region oder in dem Land, wo sie stattfinden, vorgenommen.

Außerdem werden die Abfälle unter Bedingungen beseitigt, die eine Begrenzung der negativen Auswirkungen auf den Boden, die Flora, die Fauna, die Luft und das Wasser ermöglichen, und im Allgemeinen ohne weder die Umwelt noch die menschliche Gesundheit zu beeinträchtigen.

KAPITEL VIII — *Kontrolle, Selbstkontrolle und Selbstüberwachung**Abschnitt 1 — Vor dem Beginn der Arbeiten den Behörden zu übermittelnde Informationen*

Art. 23. Spätestens fünfzehn Tage vor dem Beginn der Arbeiten ist jegliches Entfernen oder jegliche Einkapselung von Asbest Gegenstand einer gemäß dem in der Anlage 3 befindlichen Muster verfassten Mitteilung von dem Inhaber der Umweltgenehmigung oder in Ermangelung dessen von dem Unternehmer

1° an das Bürgermeister- und Schöffenkollegium der Gemeinde, wo die Baustelle liegt;

2° an den technischen Beamten, der dem Amt eine Abschrift davon übermittelt.

Art. 24 - Im Falle der Entfernung oder der Einkapselung von Asbest in einem gesamten abgeschotteten Bereich wird das Protokoll in Bezug auf die Durchführung des in Artikel 148*decies* 2.5.9.3.2., 4°, a) der AASO vorgesehenen Rauchtests fristlos dem technischen Beamten zugeschickt.

Art. 25. Jegliche Abänderung des in Artikel 148*decies* 2.5.9.3.2., 1° der AASO erwähnten Arbeitsplans wird sofort der für die Erteilung der Umweltgenehmigung zuständigen Behörde und dem technischen Beamten mitgeteilt.

Art. 26. Jeder Vorfall oder Unfall, der die Nachbarschaft gefährden kann oder eine Gefahr für die Umwelt darstellen kann, wird dem mit der Überwachung beauftragten Beamten mitgeteilt und im in Artikel 2.5.9.3.2. der AASO erwähnten Register der Baustelle angegeben.

Art. 27. Der Inhaber der Umweltgenehmigung stellt dem mit der Überwachung beauftragten Beamten und dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium der Gemeinde spätestens am ersten Werktag nach dem Erhalt der Ergebnisse die in den folgenden Artikeln angegebenen Überschreitungen der Grenzwerte zu:

In den Artikeln	Für
16 und 18	einen gesamten abgeschotteten Bereich
17	einen örtlichen abgeschotteten Bereich
19	einen markierten Bereich
20	die Ableitung des Abwassers

Art. 28 - Der Inhaber der Umweltgenehmigung öffnet und führt eine Akte, in der die folgenden Unterlagen enthalten sind:

1° die Abschrift der Umweltgenehmigung;

2° die Abschrift des Arbeitsplans und die Angabe der etwaigen Abänderungen;

3° die Abschrift des Registers der Baustelle;

4° für die Baustellen, für welche die Messungen der Atmosphäre aufgrund des Artikels 11 obligatorisch sind, das Register, das die Ergebnisse der Messungen in Bezug auf die Luftqualität, die gemäß den Vorschriften der Anlage 4 des vorliegenden Erlasses vorgenommen worden sind;

5° die in der Anlage 2 des vorliegenden Erlasses beschriebene Auflistung der produzierten Abfälle;

6° das in Artikel 20 erwähnte Register der bei den Wasserableitungen vorgenommenen Messungen;

7° das Verzeichnis der asbesthaltigen Materialien;

8° der Nachweis für die Kontrolle des Feuerlöschmaterials.

Abschnitt 2 — Informationen, die dem technischen Beamten nach den Arbeiten zu geben sind

Art. 29. Innerhalb eines Monats nach dem Ende jeder Arbeitsphase werden folgende Dokumente dem technischen Beamten zugeschickt:

1° eine Auflistung der Messungen der Staubpartikeln in der Luft (mit dem Ergebnis der entsprechenden Messung, die vor den Arbeiten am selben Ort vorgenommen wurde, wenn der Wert während der Arbeiten 0,010 Faser/cm³ übertrifft);

2° eine Abschrift der Bescheinigung in Bezug auf die Übernahme der Abfälle durch den zugelassenen Sammler (CMR oder Rechnung) und der Bescheinigung der Übernahme der Abfälle im technischen Vergrabungszentrum oder in der Aufbereitungsanlage oder im Zwischenlagerungszentrum, in der das Gewicht der in Empfang genommenen Abfälle angegeben ist.

3° eine Abschrift der Auflistung der Abfälle wie in der Anlage 2 des vorliegenden Erlasses bestimmt;

4° gegebenenfalls die Registrierungsnummer des Unternehmers, die aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle erhalten wurde.

Abschnitt 3 — Individuelle Schutzausrüstungen

Art. 30. Individuelle Schutzausrüstungen für zwei Personen werden für die mit der Überwachung beauftragten Beamten im Hinblick auf die Kontrolle innerhalb der Arbeitsbereiche vorgesehen.

Abschnitt 4 — Abnahmebescheinigung für den Transport der Abfälle

Art. 31. Die von dem zugelassenen Transportunternehmer oder dem Sammler aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über die gefährlichen Abfälle dem Unternehmer bei dem Abtransport der Abfälle gegebene Abnahmebescheinigung gibt mindestens das Datum der Abgabe, die Art, die Menge, die Merkmale und die Zusammensetzung der Abfälle, den Namen und die Anschrift des Unternehmers und des zugelassenen Transportunternehmers oder Sammlers sowie den Bestimmungsort der Abfälle, die Modalitäten in Bezug auf deren Transport und deren Beseitigungsmodus an.

Der Unternehmer, der die Asbestentfernungsarbeiten durchgeführt hat, bewahrt die Abschriften der Abnahmebescheinigungen während eines Zeitraums von fünf Jahren auf.

Abschnitt 5 — Selbstkontrollbericht

Art. 32. Die Anlage 5 des vorliegenden Erlasses führt die Gesamtheit der vor und nach dem Betrieb der Baustelle zu beachtenden Verwaltungformalitäten auf.

KAPITEL IX — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 33. Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. Juli 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Anlage 1

Verzeichnis der Anwendungen von schwachgebundenem Asbest und von starkgebundenem Asbest:**1. Schwachgebundener Asbest**

Alle Verfahren zur Beflockung

Wärmeisolierung von Rohren, Boilern, Heizkesseln, Dampfleitungen,...

Asbestpapier und -pappe,

Wärmeisolierung von Kabeln, Warmwasserleitungen,...

Elektrische Geräte,

Kleine Küchenutensilien und elektrische Haushaltsgeräte,

«Pical»-Asbest (je nach Fall).

Gewebter Asbest:

- Dichtungen und Dichtungspackungen,
- Hitzebeständige Förderbänder,
- Feuerschutzvorhänge,
- Filter,
- Isolierband für Elektrizität,
- Wärmedämmungswülste,
- Feuerfeste Kleider, Handschuhe, Schürzen,...
- Asbestschnur.

2. Starkgebundener Asbest

• Wellplatten, Asbestzementschiefer, Dachplatten,

• Fassadenzierplatten,

• Fensterbänke,

• Regenrinnen, Schornsteinrohre, Luftabzugsrohre,...

Mit bituminösen Produkten verbundener Asbest

- Friktionsbeläge, Kupplungen und Bremsen von Fahrzeugen, von Geräten,...
- Bodenplatten, Dachziegel (Vinyl),

Mit Klebern, Kitten, Farben verbundener Asbest:

- Verschiedene Anwendungen

«Pical»-Asbest (je nach Fall).

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Baustellen zur Entfernung von Asbest und Dekontaminierung von asbesthaltigen Gebäuden und Kunstbauwerken oder zur Einkapselung von Asbest beigelegt zu werden.

Namur, den 17. Juli 2003

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

Anlage 2

Aufistung der produzierten Abfälle

Produktionsdatum	Kode und Bezeichnung (1)	Typ (2)	Art (3)	Abtransportierte Menge	Datum des Abtransports	Name des Entsorgers	Nr. der Abnahmebescheinigung	Bestimmung	Behandlungsmodus

Kode und Bezeichnung: gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Januar 2002 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs.

Type: Materialien, die schwach- bzw. starkgebundenen Asbest enthalten,

Durch Asbest verseuchte Materialien,

Nicht verseuchte Materialien.

Art: Sprühasbest, Holz, Schrott, Wärmedämmstoffe, Platten, Kunststoffe, usw.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Baustellen zur Entfernung von Asbest und Dekontaminierung von asbesthaltigen Gebäuden und Kunstbauwerken oder zur Einkapselung von Asbest beigefügt zu werden.

Namur, den 17. Juli 2003

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

Anlage 3

Muster für die Notifizierung an den technischen Beamten

Ortslage der Baustelle	Anschrift
Bauherr	Gesellschaftsname Personalien der Kontaktperson
Zugelassenes Labor	NAME
Zugelassener Transportunternehmer oder Sammler	NAME
Ort und Modus der Behandlung oder der Vergrabung	Nähere Angaben
Zuständige Behörde: () Der Minister, () das Bürgermeister- und Schöffenkollegium	Referenzen der Genehmigung/Name des Sachbearbeiters Referenzen der Genehmigung/Name des Sachbearbeiters

Beschreibung:

- Ortslage der Entfernung von Asbest innerhalb des Gebäudes,
- Entferungsverfahren: abgeschotteter oder markierter Bereich,
- Sondermaßnahmen bei der Entfernung in Kinderkrippen und Schulen,
- Menge — Asbesttyp,
- Dauer der Baustelle — Datum des Anfangs — Datum des Endes

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Baustellen zur Entfernung von Asbest und Dekontaminierung von asbesthaltigen Gebäuden und Kunstbauwerken oder zur Einkapselung von Asbest beigelegt zu werden.

Namur, den 17. Juli 2003

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

Anlage 4

Messung der Konzentration an Asbestfasern in der Umgebungsluft durch ein zugelassenes Labor	
Methode	Phasenkontrastlichtmikroskopie *
Dauer der Probeentnahme	4 h pro Arbeitsschicht von 8 h
Häufigkeit	Täglich
Standorte der Probeentnahmen	<ul style="list-style-type: none"> — Feuerlöscher, — Eingang der Schleuse für das Personal und in der Nähe der Schleuse für das Material, — Lagerstelle für Asbestabfälle, — Räumlichkeiten neben dem örtlichen abgeschotteten Bereich, dem gesamten abgeschotteten Bereich, wenn sie von Personal besetzt werden, das nicht zum Baustellenpersonal gehört, — In der Nähe des örtlichen abgeschotteten Bereichs, — Markierter Bereich, — Jeder andere kritische Ort in der Umgebung.

*Die Messung des Gehalts an Asbest in der Luft wird gemäß der Norm NBN T96-102 oder gemäß jeder anderen Methode, die vergleichbare Ergebnisse gibt, vorgenommen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Baustellen zur Entfernung von Asbest und Dekontaminierung von asbesthaltigen Gebäuden und Kunstbauwerken oder zur Einkapselung von Asbest beigefügt zu werden.

Namur, den 17. Juli 2003

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

Anlage 5

Selbstkontrollbericht**I. Vor der Betreibung der Baustelle**

- Mitteilung des Datums des Anfangs der Baustelle spätestens 15 Tage vor der Betreibung der Baustelle auf der Grundlage der in dem in der Anlage 3 befindlichen Muster enthaltenen Informationen.
- Das Protokoll bezüglich der Durchführung des Rauchtests in einem gesamten abgeschotteten Bereich wird fristlos dem technischen Beamten zugeschickt.

II. Während der Betreibung der Baustelle1° Nachzuführende Akte:

- Umweltgenehmigung
- Arbeitsplan
- Baustellenregister
- «Luft»-Register
- Auflistung der produzierten Abfälle
- «Wasser»-Register

2° Sicherheit

- Angepasste Schilder, wodurch Unbefugten der Zugang zur Baustelle verboten wird
- Brandschutz:
 - In einem abgeschotteten Bereich: 2 Feuerlöscher/100 m³
 - Außerhalb eines abgeschotteten Bereichs: 1 Feuerlöscher/100 m³

3° Luft

In einem gesamten abgeschotteten Bereich:

- Tägliche Inspektion der Abschottung
- Ersatzextraktor oder anderes System zur Erhaltung des Unterdrucks
- 3 bis 4 Luftwechsel pro Stunde
- statischer Unterdruck von mindestens 1 pascal
- Nicht zu überschreitende Grenzwerte:

In der Nähe jedes Luftextraktors	0,010 Faser/cm ³
An den anderen Stellen in der Umgebung (außerhalb des gesamten abgeschotteten Bereichs)	0,010 Faser/cm ³ über die Umgebungskonzentration, so wie sie vor dem Anfang der Arbeiten gemessen wurde

In einem örtlichen abgeschotteten Bereich:

- die vor dem Anfang der Arbeiten gemessene Konzentration in der Umgebung um höchstens 0,010 Faser/cm³ übertreffen

4° Wasser

- Rechnung für den Ankauf von 1 µm-Filtern

5° Abfälle

- Doppelte, hermetisch geschlossene und mit einem das Vorhandensein von Asbest angehenden Etikett versehene Verpackung
- Lagerung der Asbestabfälle entweder in abgeschlossenen Seefracht-Containern oder in einem abgeschlossenen Raum. Die Angabe «Asbest» muss auf den Containern/der Tür des Raumes stehen
- Abnahmebescheinigung bezüglich des Transports der Abfälle
- Die Asbestabfälle werden von einem in der Wallonischen Region zugelassenen Sammler von gefährlichen Abfällen entsorgt

III. Informationen, die täglich dem technischen Beamten per Fax zu übermitteln sind1° Überschreitungen der Grenzwerte

In der Nähe jedes Luftextraktors: jede Überschreitung des Wertes um 0,010 Faser/cm³

An den anderen Stellen in der Umgebung: jede Überschreitung um 0,010 Faser/cm³ über die Konzentration in der Umgebung hinaus, so wie sie vor dem Anfang der Arbeiten gemessen wurde

mit Angabe der folgenden Auskünfte:

- Standort,
- Ergebnisse der Analyse,
- laufende Tätigkeiten,
- Begründung der Überschreitung,
- getroffene Maßnahmen, um die Überschreitungen zu beheben,

2° Vorfall/Unfall

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Baustellen zur Entfernung von Asbest und Dekontaminierung von asbesthaltigen Gebäuden und Kunstbauwerken oder zur Einkapselung von Asbest beigefügt zu werden.

Namur, den 17. Juli 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2003 — 3986

[2003/201474]

17 JULI 2003. — Besluit van de Waalse Regering houdende sectorale voorwaarden i.v.m. de werven voor de verwijdering van asbest in gebouwen en kunstwerken en op de werven voor de isolatie van asbest

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 7, 8 en 9;

Gelet de beraadslaging van de Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen hoogstens een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State 34.345/4, gegeven op 4 februari 2003, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied en begripsomschrijving

Artikel 1. Bij dit besluit wordt Richtlijn 87/217/EEG van de Raad van 19 maart 1987 inzake voorkoming en vermindering van verontreiniging van het milieu door asbest, gewijzigd bij Richtlijn 91/692/EEG van de Raad van 23 december 1991, inzonderheid op de artikelen 7 en 9, omgezet.

Art. 2. Deze sectorale voorwaarden zijn van toepassing op de werven voor de verwijdering of de isolatie van asbest, en op de asbesthoudende gebouwen of kunstwerken met inbegrip van de bijbehorende installaties, bedoeld in rubriek 26.65.03.04.02 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Art. 3. Voor de toepassing van deze voorwaarden wordt verstaan onder :

1° asbest : de vezelachtige vorm van de hierna vernoemde silicaatmineralen behorende tot de groep der serpentijnen en amfibolen :

- a) actinoliet (nr. CAS 77536-66-4);
- b) amosiet (bruin asbest, nr. CAS 12172-73-5);
- c) anthofylliet (nr. CAS 77536-67-5);
- d) chrysotiel (wit asbest, nr. CAS 12001-29-5);
- e) crocidoliet (blauw asbest, nr. CAS 12001-28-4);
- f) tremoliet (nr. CAS 77536-68-6).

Worden gelijkgesteld met asbest :

a) asbesthoudende materialen;

b) materialen die in contact zijn gekomen met of besmet zijn door asbestvezels en die niet ter plaatse kunnen worden ontsmet met behulp van een stofzuiger en/of water.

2° broos asbest : asbest waarvan de vezels makkelijk afbrokkelen en waarvan de lijst van de toepassingen in bijlage 1 bij dit besluit wordt vermeld;

3° niet-broos asbest : asbest waarvan de vezels sterk gebonden zijn door een bindmiddel en waarvan de lijst van de toepassingen in bijlage 1 bij dit besluit wordt vermeld;

4° isolatie van asbest : fixatie van asbest door oppervlaktebedekking, impregnatie of afscherming;

5° oppervlaktebedekking : techniek die erin bestaat rechtstreeks op het asbest een bedekkinglaag aan te brengen;

6° impregnatie : techniek die erin bestaat een verdund bindmiddel aan te brengen dat door capillariteit diep in de bedekking zal doordringen, bij voorkeur tot de drager, en vervolgens ofwel rechtstreeks ofwel door toevoeging van een tweede bestanddeel zal polymeriseren;

7° afscherming : techniek die erin bestaat opnieuw een wand zonder contact met de bedekking aan te brengen op een laag op een drager aan te brengen die stevig aan de bedekking wordt vastgehecht;

8° algemeen hermetisch afgesloten zone : door middel van een rooktest ondoorlaatbaar verklaarde werkzone die in onderdruk wordt gebracht door extractoren met absolute filters.

De wanden zijn met een dubbele plasticlaag bedekt en de toegang gebeurt via sassen;

9° afgebakende zone : veiligheidsperimeter die de werkzone door middel van reglementaire linten en pictogrammen ontoegankelijk maakt voor het publiek;

10° couveusezak-methode : techniek die erin bestaat kleine hoeveelheden broos asbest (met name warmte-isolatie, ventielen, voegen) te verwijderen in een zone die plaatselijk hermetisch wordt afgesloten door middel van een plasticzak die het mogelijk maakt de drager met behulp van handschoenen te behandelen;

11° ARAB : Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming, goedgekeurd bij het besluit van de Regent van 11 februari 1946 en het besluit van de Regent van 27 september 1947;

12° dienst : de leidend ambtenaar van de "Office wallon des déchets" (Waalse Afvalstoffendienst) of zijn afgevaardigde;

13° bestaande inrichting : elke inrichting waarvoor een vergunningsaanvraag is ingediend vóór de inwerkingtreding van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en de inwerkingtreding van dit besluit;

14° technisch ambtenaar : de ambtenaar bedoeld in artikel 2 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

HOOFDSTUK II. — *Vestiging en bouw*

Art. 4. Het publiek mag de werf niet betreden. Dit verbod wordt door de gepaste borden aangegeven.

HOOFDSTUK III. — *Exploitatie*

Art. 5. Alvorens asbest te behandelen, moeten de lokalen waar asbest wordt verwijderd of geïsoleerd, geleidigd zijn van hun verplaatsbare inhoud. In die lokalen, aanpalende lokalen en lokalen waar asbest wordt opgeslagen dienen de luchtverversing en -ventilatie buiten dienst te worden gesteld, behalve de extractoren die de zones in onderdruk houden. De niet-verplaatsbare inhoud wordt tegen mogelijke asbestbesmetting beschermd.

Art. 6. De afvoergangen en uitgangen moeten steeds van elke hindernis, en met name van alle materiaal en afval, worden vrijgehouden.

Art. 7. Het asbestafval wordt per categorie gesorteerd en verpakt in ondoorlaatbare verpakkingen (dikte 100 µm) alvorens uit de algemeen hermetisch afgesloten werkzone te worden weggevoerd via het materiaalsas waar het wordt ontstoft en vervolgens opnieuw in een ondoorlaatbare verpakking van PE of PVC of van een vergelijkbaar type wordt verpakt (dikte 200 µm) alvorens te worden vervoerd naar een tijdelijke opslagplaats.

Scherp afval, wandpanelen, golfplaten, leien in asbestcement, "Menuiserite", "Glasal", "Massal", "Fassal", "Pical", "Pierrite", "Granité vloertegels" en de buizen van kleine en middelgrote afmeting in asbestcement worden verpakt in speciale verpakkingen : zakken met een dubbele wand waarvan de binnenwand in doorzichtig polyethyleen is (dikte van minstens 80 µm) en waarvan de buitenwand in gevlochten polypropyleen is (dikte hoger dan 200 µm of waarvan de wand bestaat uit bandjes in gewast polypropyleen van minimum 100g/cm²). Alvorens uit de algemeen hermetisch afgesloten werkzone te worden weggevoerd via het materiaalsas, worden ze ontstoft.

De dubbele verpakking bedoeld in het eerste en tweede lid van dit artikel wordt hermetisch gesloten en voorzien van een etiket dat de aanwezigheid van asbest aangeeft overeenkomstig de bijlage bij het koninklijk besluit van 23 oktober 2001 tot beperking van het op de markt brengen, de vervaardiging en het gebruik van bepaalde gevaarlijke stoffen en preparaten (asbest).

Materiaal dat niet kan worden ontstoft, wordt behandeld als asbestafval.

Art. 8. Het transport van het afval tussen de werf en de containers of het opslaglokaal gebeurt buiten de uren waarop de meeste bezetters van het gebouw aanwezig zijn als het traject van het asbestafval het traject kruist van de bezetters die niet werkzaam zijn bij de onderneming die het asbest verwijdert.

Art. 9. Met het oog op het transport wordt het verpakte asbestafval in afgesloten scheepscontainers of in een afgesloten lokaal opgeslagen. De containers worden van een merkteken voorzien zodat de aard, de samenstelling en de hoeveelheid vervoerd afval kunnen worden herkend. Op de deur van het opslaglokaal wordt de vermelding "gevaar asbest" aangebracht.

De containers die op de openbare weg staan, worden omringd door een vaste omheining die elke toegang verhindert, behalve als het om containers gaat die onmiddellijk geladen zullen worden. Bij elke werkonderbreking, met inbegrip van de middagpauze, moeten de containers gesloten worden, zodat niemand toegang kan hebben tot de eventueel open gebleven zakken.

HOOFDSTUK IV. — *Ongevallen- en brandpreventie*

Art. 10. Het vereiste aantal bluseenheden per 100 m² te beschermen vloeroppervlakte bedraagt minstens twee bluseenheden voor een hermetisch afgesloten zone en één bluseenheid buiten de hermetisch afgesloten zone.

Elke muurhaspel kan voor drie blusapparaten worden gerekend.

De haspels en blusapparaten zijn te allen tijde bereikbaar en worden jaarlijks gecontroleerd.

Onder bijzondere voorwaarden en mits de toestemming van de brandweerdienst kan worden afgeweken van het eerste lid.

HOOFDSTUK V. — *Lucht**Afdeling 1. — Algemeen*

Art. 11. De metingen van de asbestconcentratie in de lucht worden uitgevoerd volgens de voorschriften in bijlage 4 bij dit besluit. In geval van werven voor de verwijdering van niet-broos asbest zonder aantasting, wordt het aan het oordeel van de toezichhoudende ambtenaar overgelaten of er al dan niet luchtmetingen moeten worden uitgevoerd.

Art. 12. Alle filters van de meetpompen worden systematisch doormidden gesneden en gedurende een jaar bewaard onder zodanige omstandigheden dat een correcte analyse mogelijk is.

Art. 13. Wanneer de normen herhaaldelijk worden overschreden, kan de met het toezicht belaste overheid eisen dat de filters door elektronische microscopie worden geanalyseerd.

Art. 14. Naargelang van de kenmerken van de werf moet de asbestbehandeling plaatsvinden ofwel in een algemeen hermetisch afgesloten zone, ofwel in een plaatselijk hermetisch afgesloten zone ofwel in een algemeen en plaatselijk hermetisch afgesloten zone.

Afdeling 2. — Algemeen hermetisch afgesloten zone

Art. 15. Het behandelen van asbest, met inbegrip van het isoleren van gevlokt asbest, gebeurt in een hermetisch afgesloten zone, in onderdruk in vergelijking met het gebied erbuiten. Het afzuigdebiet wordt zo berekend dat in het afgesloten volume de lucht minstens drie- tot viermaal per uur wordt verversd.

Tussen de werkzone en de omgeving moet een statische onderdruk van minstens 10 Pa worden behouden. Er wordt bij voorkeur voor gezorgd dat de extractoren uitmonden buiten het gebouw waar de verwijderingswerken worden uitgevoerd. Elke afwijking van deze principes dient in het werkplan te worden verantwoord.

De onderdruk wordt op elk punt in de zone gewaarborgd. De meting ervan gebeurt buiten de luchtstroom die door de extractoren wordt veroorzaakt. Een monitor controleert voortdurend de onderdruk in de afgesloten zone. Elke onregelmatigheid wordt in het werfregister vermeld.

De uit de afgesloten zones weggezogen lucht moet met behulp van absolute filters worden gefilterd.

De omhulling moet dagelijks visueel worden gecontroleerd. Het resultaat van die inspecties en de genomen maatregelen bij eventuele onregelmatigheden worden in het werfregister vermeld.

Er wordt voorzien in een reserve-extractor of elk ander systeem dat het mogelijk maakt om bij eventuele bedrijfstoringsen de onderdruk te behouden en de defecte extractor automatisch te vervangen.

Art. 16. De volgende grenswaarden voor asbestvormige vezels in de lucht mogen gedurende de werken niet worden overschreden :

Bij elke luchtextractor	0,010 vezel/cm ³
Op de andere plaatsen in de omgeving (buiten de algemeen hermetisch afgesloten zone)	0,010 vezel/cm ³ boven de omgevingsconcentratie gemeten vóór de aanvang van de werken

Afdeling 3. — Plaatselijk hermetisch afgesloten zone

Art. 17. De "couveusezak"-methode mag worden gebruikt op voorwaarde dat :

1° de werkruimte wordt afgebakend;

2° de concentratie asbestvormige vezels in de omgevingslucht niet hoger ligt dan 0,010 vezel/cm³ boven de concentratie gemeten vóór de aanvang van de werken in de afgebakende zone.

De afbakening bestaat erin de werkzone af te scheiden van de belendende zone die wordt gebruikt door personen in het gebouw die niet op de werf werkzaam zijn.

Afdeling 4. — Algemene en plaatselijke hermetisch afgesloten zones

Art. 18. Alvorens algemeen en plaatselijk hermetisch afgesloten zones vrijgesteld te verklaren, dient een erkend organisme de bewuste zone visueel te onderzoeken en de lucht te analyseren. De waarde voor het vrijstellen van de zone, m.a.w. de waarde die het mogelijk maakt de omhulling te verwijderen, is de waarde die door het ARAB wordt aanbevolen.

Afdeling 5. — Afgebakende zone

Art. 19. Niet-broos asbest mag zonder aantasting in een afgebakende zone worden verwijderd, op voorwaarde dat alles in het werk wordt gesteld om te beletten dat er asbestvezels in de lucht vrijkomen. Dit kan gebeuren door bevochtiging, binding, het aanwenden van een extractor voor recycling of afzuiging, of van een stofzuiger met absolute filter.

In de milieuvergunning kunnen luchtmetingen worden opgelegd naargelang van de aard van de werken of de verwijderde materialen. In dat geval mag de concentratie asbestvormige vezels in de omgevingslucht niet hoger liggen dan 0,01 vezel/cm³ boven de concentratie gemeten vóór de aanvang van de werken in de afgebakende en aangrenzende zone.

Het is verboden daken in asbestcement schoon te maken met een hogedrukreiniger om te voorkomen dat er binnen en buiten het gebouw asbestvezels vrijkomen.

HOOFDSTUK VI. — *Water*

Art. 20. Naar gelang de oorsprong wordt het afvalwater in twee categorieën ingedeeld :

1° afvalwater afkomstig van de algemeen hermetisch afgesloten zones en de inkomssassen voor het materiaal of het personeel;

2° al het ander afvalwater afkomstig van de werf.

Met het oog op analyses wordt in een toegang voorzien tot de plaatsen waar het water afkomstig van de algemeen hermetisch afgesloten zones en de inkomssassen voor het materiaal en het personeel in de openbare riool worden geloosd en tot de filters.

Het lozen van afvalwater afkomstig van de hermetisch afgesloten zones en de inkomssassen voor het materiaal en het personeel is toegestaan onder de volgende voorwaarden :

1° Het afvalwater afkomstig van de algemeen hermetisch afgesloten zones en de inkomssassen voor het materiaal en het personeel wordt opgevangen en vervolgens gefilterd tot 1 µm alvorens in de riool te worden geloosd. De aankoopfactuur van de 1-micronfilter moet tijdens elke controle beschikbaar zijn.

2° de kwaliteit van het geloosde water moet zo zijn dat de totale concentratie van zwevende deeltjes in het water niet hoger ligt dan 45 mg/l water per schepmonster.

Het bepalen van de hoeveelheid zwevende deeltjes gebeurt via filtratie over een membraan van 0,45 micron, met droging bij 105 °C.

Tijdens de eerste drie dagen na de opening van een werkzone worden die controles dagelijks uitgevoerd. Als de concentratiewaarden lager liggen dan de voornoemde waarden, wordt de controlefrequentie teruggebracht tot één monsterneming per week.

3° Het afgevoerde water wordt gecontroleerd aan de hand van monsters die worden geanalyseerd door een erkend laboratorium. De meetresultaten worden samengevat in een afvalwaterregister. Dat register vermeldt de datum van de monsterneming en de verscheidene analyseresultaten.

4° Behoudens precieze bijzondere voorwaarden, bedraagt het maximum toegelaten geloosd watervolume 100 liter per persoon en per ploegendienst en 2 liter per kg asbestafval. Op de werf wordt voorzien in een apparatuur voor het meten van de hoeveelheid geloosd afvalwater dat voor het materiaal- en personeelssas wordt gebruikt.

De lozing van al het ander afvalwater afkomstig van de werf wordt toegestaan mits naleving van de volgende voorwaarden :

1° pH : 6 tot 9,5;

2° temperatuur lager dan 45 °C;

3° de zwevende deeltjes mogen 5 mm en 1 000 mg/l niet overschrijden;

4° geen opgeloste ontvlambare of explosieve gassen bevatten noch producten die aanleiding kunnen geven tot het vrijkomen van dergelijke gassen;

5° met petroleumether extraheerbare stoffen : 500 mg/l;

6° het water mag geen stoffen bevatten die gevaarlijk kunnen zijn voor het onderhoudspersoneel van de riolen, de afvoerwegen kunnen beschadigen of verstopen, de werking van de zuiveringsstations of pompinstallaties kunnen belemmeren en het betrokken oppervlaktewater ernstig kunnen verontreinigen.

HOOFDSTUK VII. — *Afval*

Art. 21. De exploitant of zijn aangestelde houdt dagelijks een overzichtstabel van het geproduceerde afval bij overeenkomstig de tabel in bijlage 2 bij dit besluit.

De overzichtstabel geldt als register bedoeld in artikel 59 van het besluit van 9 april 1992 betreffende de giftige of de gevaarlijke afvalstoffen.

Art. 22. De verrichtingen inzake de verzameling, de behandeling, de technische ingraving of de verwijdering worden uitgevoerd overeenkomstig de regelgeving die van toepassing is in het Gewest of het land waar de verwijdering plaatsheeft.

Bovendien moet het afval zodanig worden verwijderd dat de negatieve effecten voor de bodem, de flora, de fauna, de lucht en het water worden beperkt en dat er, in het algemeen, geen schade aan het leefmilieu of aan de gezondheid van de mens wordt toegebracht.

HOOFDSTUK VIII. — *Controle, zelfcontrole en -toezicht*

Afdeling 1. — Informatie die vóór het begin van de werken aan de overheden moet worden medegedeeld

Art. 23. Elke activiteit van asbestverwijdering of -isolatie dient het voorwerp uit te maken van een kennisgeving, uiterlijk vijftien dagen vóór de aanvang van de werken, door de houder van de milieuvergunning of, bij ontstentenis, door de aannemer, volgens het model in bijlage 3 :

1° aan het college van burgemeester en schepenen van de gemeente waar de werf zich bevindt;

2° aan de technisch ambtenaar die er een afschrift van overmaakt aan de Dienst.

Art. 24. Bij het verwijderen of isoleren van asbest in een algemeen hermetisch afgesloten zone worden de notulen van de uitvoering van de rooktest bedoeld in artikel 148*decies* 2.5.9.3.2., 4°, a, van het ARAB onverwijld aan de technisch ambtenaar gestuurd.

Art. 25. Elke wijziging van het werkplan bedoeld in artikel 148*decies* 2.5.9.3.2., 1°, van het ARAB moet onverwijld worden gemeld aan de overheid die bevoegd is om de milieuvergunning af te geven en de technisch ambtenaar.

Art. 26. Elk voorval of ongeval dat een gevaar voor de buurt kan betekenen of een risico voor het leefmilieu kan inhouden, moet aan de toezichthoudende ambtenaar worden gemeld en in het werfregister bedoeld in artikel 148*decies* 2.5.9.3.6. van het ARAB worden ingeschreven.

Art. 27. De houder van de milieuvergunning moet uiterlijk de eerste werkdag na het verkrijgen van de meetresultaten aan de toezichhoudende ambtenaar en aan het college van burgemeester en schepenen kennis geven van de overschrijdingen van de kritieke waarden als vastgesteld in de volgende artikelen :

Art. 16 en 18	Voor een algemeen hermetisch afgesloten zone
Art. 17.	Voor een plaatselijk hermetisch afgesloten zone
Art. 19.	Voor een afgebakende zone
Art. 20.	Voor de afvalwaterlozingen

Art. 28. De houder van de milieuvergunning moet een dossier met de volgende documenten opstellen en bijhouden :

- 1° een afschrift van de milieuvergunning;
- 2° een afschrift van het werkplan met vermelding van de mogelijke wijzigingen;
- 3° een afschrift van het werfregister;
- 4° voor de werven die krachtens artikel 11 verplicht zijn luchtmetingen uit te voeren : een luchtregister met de meetresultaten inzake de luchtkwaliteit, gemeten volgens de voorschriften in bijlage 4 bij dit besluit;
- 5° een overzichtstabel van de geproduceerde afvalstoffen zoals vermeld in bijlage 2 bij dit besluit;
- 6° een register met de meetresultaten inzake waterlozingen zoals bedoeld in artikel 20;
- 7° een inventaris van de asbesthoudende materialen;
- 8° het bewijs dat het blusmateriaal werd nagezien.

Afdeling 2. — Informatie die na de werken aan de technisch ambtenaar moet worden verstrekt

Art. 29. Binnen een maand na het einde van elke werkfase moeten de volgende documenten aan de technisch ambtenaar worden opgestuurd :

- 1° een overzicht van de meetresultaten van de stofconcentraties in de lucht (met het resultaat van de overeenstemmende meting die vóór de aanvang van de werken op dezelfde plaats werd uitgevoerd indien de waarde tijdens de werken meer dan 0,010 vezel/cm³ bedraagt);
- 2° een afschrift van het attest van tenlasteneming van de afvalstoffen door een erkende verzamelaar (CMR of factuur) en van het attest van tenlasteneming van de afvalstoffen in het centrum voor technische ingraving of in het verwerkings- of inzamelingscentrum met vermelding van het gewicht van de ontvangen afvalstoffen;
- 3° een afschrift van de overzichtstabel van de afvalstoffen zoals gedefinieerd in bijlage 2 bij dit besluit;
- 4° in voorkomend geval, het registratienummer van de aannemer gekregen krachtens het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt.

Afdeling 3. — Individuele beschermingsuitrustingen

Art. 30. Met het oog op de controle binnen de werkzones wordt er voorzien in twee individuele beschermingsuitrustingen voor de inspecteurs.

Afdeling 4. — Ontvangbewijs van het afvalstoffenvervoer

Art. 31. Het ontvangbewijs dat bij de verwijdering van het afval door de vervoerder of de ophaler erkend krachtens het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de gevaarlijke afvalstoffen aan de aannemer wordt overhandigd, vermeldt minstens de datum van overdracht, de aard, de hoeveelheid, de eigenschappen en de samenstelling van het afval, de naam en het adres van de aannemer en de erkende vervoerder of ophaler, alsook de plaats van bestemming van het afval, de vervoerwijze en de verwerkingsmethode.

De aannemer die het asbest verwijderd heeft, dient een afschrift van de ontvangbewijzen vijf jaar lang te bewaren.

Afdeling 5. — Zelfcontroleverslag

Art. 32. Bijlage 5 bij dit besluit vermeldt het geheel van de administratieve formaliteiten die vóór en gedurende de exploitatie van het werf moeten worden vervuld.

HOOFDSTUK IX. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 33. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 juli 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

Bijlage 1

Indicatieve lijst voor broos en niet-broos asbest**1. Broos asbest**

Vlokken via allerlei methodes

Warmte-isolatie van leidingen, waterverwarmingstoestellen, verwarmingsketels, stoomleidingen,...

Asbestpapier en -karton

Thermische isolatie van kabels, warmwaterleidingen,...

Elektrische apparatuur

Kleine keuken- en huishoudapparatuur

Picalasbest (naargelang van het geval)

Geweven asbest :

- pakkingringen en cilinderpakkingen;
- hittebestendige transportbanden;
- brandschermen;
- filters;
- lint voor elektrische isolatie;
- warmte-isolatiestrips;
- brandwerende kledij, handschoenen, schort,...
- asbesttouw.

2. Niet-broos asbest

Asbestcement :

- golfplaten, leien, dakbedekkingplaten;
- decoratieve gevelplaten;
- vensterbladen;
- leidingen voor waterafvoer, schouwen, ventilatiekokers;
- ...

In asfaltbitumenbedekking gebonden asbest :

- wrijvingspakkingen, koppelingen en remmen van voertuigen, van apparatuur,...;
- tegels, pannen (vinyl).

Asbest in lijm, mastiek, verf :

- allerlei toepassingen

Picalasbest (naargelang van het geval)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de de Waalse Regering houdende sectorale voorwaarden i.v.m. de werven voor de verwijdering van asbest in gebouwen en kunstwerken en op de werven voor de isolatie van asbest.

Namen, 17 juli 2003.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

Bijlage 2

Overzichtstabel van de geproduceerde afvalstoffen

Productie-datum	Code en benaming (1)	Type (2)	Aard (3)	Weggevoerde hoeveelheid	Datum van ophaling	Naam van de ophaler	Nr. ontvang-bewijs	Bestemming	Verwerkings-methode

(1) Code en benaming : volgens het besluit van de Waalse Regering van 24 januari 2002 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot vaststelling van een afvalcatalogus

(2) Types :

Materiaal dat al dan niet broos asbest bevat;

Met asbest besmet materiaal;

Niet-besmet materiaal.

(3) Aard : asbest in vlokform, hout, schroot, warmte-isolerende stoffen, platen, plastics, enz.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de de Waalse Regering houdende sectorale voorwaarden i.v.m. de werven voor de verwijdering van asbest in gebouwen en kunstwerken en op de werven voor de isolatie van asbest.

Namen, 17 juli 2003.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

Bijlage 3

Model van kennisgeving aan de technisch ambtenaar

Plaats van de werf	Adres
Bouwheer	handelsnaam gegevens van de contactpersoon
Erkend laboratorium	NAAM
Erkende vervoerder of ophaler	NAAM
Plaats en wijze van verwerking of ingraving	Gegevens
Bevoegde overheid, () De Minister, () Het college van burgemeester en schepenen	Referenties van de vergunning Naam van de behandelend ambtenaar

Beschrijving :

- Plaats van asbestverwijdering in het gebouw
- Verwijderingsprocedure : hermetisch afgesloten of afgebakende zone
- Bijzondere maatregelen genomen bij asbestverwijdering in kinderdagverblijven en scholen
- Hoeveelheid - Type van asbest
- Duur van de werken — Begindatum — Einddatum

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de de Waalse Regering houdende sectorale voorwaarden i.v.m. de werven voor de verwijdering van asbest in gebouwen en kunstwerken en op de werven voor de isolatie van asbest.

Namen, 17 juli 2003.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

Bijlage 4

Meting van de concentratie asbestvezels in de omgevingslucht door een erkend laboratorium	
Methode	Optische microscopie met fasecontrast *
Duur van de monsterneming	4 uur per schijf van 8 uur gepresterde arbeid
Frequentie	Dagelijks
Plaats van monsterneming	<ul style="list-style-type: none"> — Extractoren — Ingang van het personeelssas en omgeving van het materiaalsas — Opslagplaats van het asbestafval — Belendende lokalen van de plaatselijk hermetisch afgesloten zone, van de algemeen hermetisch afgesloten zone indien ze worden gebruikt door personeel dat niet tot de werf behoort — Omgeving van de plaatselijk hermetisch afgesloten zone — Afgebakende zone — Elke andere belangrijke plaats in de omgeving

* Het meten van het asbestgehalte in de lucht gebeurt overeenkomstig de NBN T96-102-norm of elke andere methode die dezelfde resultaten oplevert.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de de Waalse Regering houdende sectorale voorwaarden i.v.m. de werven voor de verwijdering van asbest in gebouwen en kunstwerken en op de werven voor de isolatie van asbest.

Namen, 17 juli 2003.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

Bijlage 5

Zelfcontroleverslag**I. Vóór de aanvang van de werken**

- Kennisgeving van de aanvang van de werken minstens 15 dagen op voorhand volgens het model in bijlage 3
- In geval van een algemeen hermetisch afgesloten zone, resultaat rooktest onmiddellijk overzenden aan de afdeling Inspectie en Toezicht van het BIM (fax : 02-775 75 05)

II. Tijdens de werken1° Bij te werken dossier

- Milieuvergunning
- Werkplan
- Werfregister
- Luchtregister
- Overzichtstabel van de geproduceerde afvalstoffen
- Waterregister

2° Veiligheid

- Verbodsborden « verboden toegang voor het publiek »
- Brandbeveiliging :
 - in een hermetisch afgesloten zone : 2 brandblusapparaten/100 m³
 - buiten een hermetisch afgesloten zone : 1 brandblusapparaat/100 m³

3° Lucht

Indien algemeen hermetisch afgesloten zone

- Dagelijkse inspectie van de omhulling
- Reserve-extractor of -systeem voor het behoud van de onderdruk
- 3 tot 4 luchtverversingen per uur
- Statische depressie van minstens 1 pascal
- Niet te overschrijden grenswaarden :

wat de extractoren betreft	0,010 vezel/cm ³
wat de anderen punten in de omgeving betreft buiten de algemeen hermetisch afgesloten zone	0,010 vezel/cm ³ boven de omgevingsconcentratie gemeten vóór de aanvang van de werken

Indien plaatselijk hermetisch afgesloten zone

- De concentratie asbestvormige vezels in de omgevingslucht mag niet hoger liggen dan 0,010 vezel/cm³ boven de concentratie gemeten vóór de aanvang van de werken

4° Water

- Aankoopfactuur van de 1-µm-filters

5° Afval

- Hermetisch gesloten dubbele verpakking voorzien van een etiket dat de aanwezigheid van asbest aangeeft
- Opslag van het asbestafval in hermetisch gesloten containers of in een gesloten lokaal. Vermelding « asbest » op de containers en de deur van het lokaal
- Ontvangbewijs voor alle afvalsoorten
- Asbestafval overgedragen aan een voor het Waalse Gewest erkende ophaler van gevaarlijk afval

III. Dagelijks aan de technisch ambtenaar per fax te verstrekken informatie1° Normoverschrijdingen

Voor de extractoren :

elke overschrijding van de waarde 0,010 vezel/cm³

Voor de andere plaatsen in de omgeving :

elke overschrijding van 0,010 vezel/cm³ boven de omgevingsconcentratie gemeten vóór de aanvang van de werken met :

- plaats
- analyseresultaten
- aan de gang zijnde activiteiten
- verantwoording van de overschrijding
- genomen maatregelen tegen de overschrijding
- meetresultaat van de lucht na de overschrijding

2° Voorval/ongeval

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de de Waalse Regering houdende sectorale voorwaarden i.v.m. de werven voor de verwijdering van asbest in gebouwen en kunstwerken en op de werven voor de isolatie van asbest.

Namen, 17 juli 2003.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET